

Dépenses d'éducation

En moyenne, en 2010, les pays de l'OCDE ont consacré 9 300 USD par enfant et par an à l'enseignement, du primaire au supérieur (graphique 4.12.A). **C'est aux États-Unis que les dépenses ont été les plus élevées, avec un peu plus de 15 000 USD par enfant, la Suisse les suivant de près.** À l'opposé, des dépenses inférieures ou égales à 5 000 USD ont été enregistrées au Chili et au Mexique. Les dépenses étaient également relativement faibles (environ 6 000 USD) dans plusieurs pays d'Europe orientale.

La crise a interrompu la tendance à la hausse à long terme des dépenses en faveur de l'éducation. Si les dépenses publiques, en pourcentage du PIB, tous niveaux d'éducation confondus, ont augmenté de 8 % entre 2008 et 2009 en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, elles ont reculé de 1.5 % entre 2009 et 2010 (graphique 4.12.B). Les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement, en pourcentage du PIB, ont diminué dans les deux tiers des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, très probablement en raison de politiques d'assainissement des finances. Des déclin de plus de 4 % ont été relevés en Estonie, aux États-Unis, en Hongrie, en Islande, en Italie, en Suède et en Suisse.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les investissements consacrés à l'éducation préscolaire ont été moins importants que ceux affectés aux niveaux supérieurs, les dépenses par enfant s'élevant à 6 800 USD au niveau du pré-primaire, 8 000 USD au niveau du primaire, 9 000 USD au niveau du secondaire et 13 500 USD au niveau du supérieur (graphique 4.13). Ces moyennes masquent tout un éventail de dépenses par élève/étudiant et par établissement scolaire dans les différents pays de l'OCDE, qui peuvent être multipliées par 9 au niveau du pré-primaire, par 11 au niveau du primaire, par 7 au niveau du secondaire et par 4 au niveau du supérieur.

En 2010, les dépenses publiques ont représenté, en moyenne, 84 % de l'ensemble des fonds affectés aux établissements d'enseignement dans les pays de l'OCDE (graphique 4.14). Elles s'échelonnaient d'environ 60 % au Chili et en Corée à plus de 95 % en Finlande et en Suède. **La part des dépenses publiques a diminué entre 2000 et 2010.** Le déclin a été particulièrement marqué au niveau des établissements d'enseignement supérieur, puisque le pourcentage est passé de 76 % en 2000 à 68 % en 2010. Cette tendance est principalement due à l'influence de pays non européens, où les frais de scolarité sont généralement plus élevés et où les entreprises participent plus activement au financement de l'enseignement supérieur.

L'Argentine, le Brésil et la Fédération de Russie (les économies émergentes pour lesquelles des données sont disponibles)

affichent tous des niveaux de dépenses en faveur de l'éducation comparables à ceux des pays de l'OCDE dépensant peu dans ce domaine (graphique 4.12.A).

Définition et mesure

On calcule le montant des dépenses d'éducation en prenant en compte le montant total annuel des dépenses, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur (y compris les activités de recherche et de développement). Les chiffres intègrent les dépenses publiques et les dépenses privées, exprimées en USD sur la base des parités de pouvoir d'achat pour les années considérées.

Les niveaux d'éducation correspondent à ceux définis par la Classification internationale type de l'éducation (CITE 1997), qui en distingue six, classés ici en quatre groupes : pré-primaire (CITE 0, à partir de l'âge de 3 ans), primaire (CITE 1), secondaire (CITE 2-3-4) et supérieur (CITE 5-6).

La proportion des dépenses publiques (et privées) consacrées aux établissements d'enseignement est le pourcentage des dépenses totales provenant du secteur public (et privé), ou induites par ces derniers.

Pour en savoir plus

OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2013*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2013-fr>.

Notes des graphiques

Graphique 4.12 : Le niveau des dépenses n'est pas disponible pour l'Allemagne, le Canada, la Grèce et la Turquie.

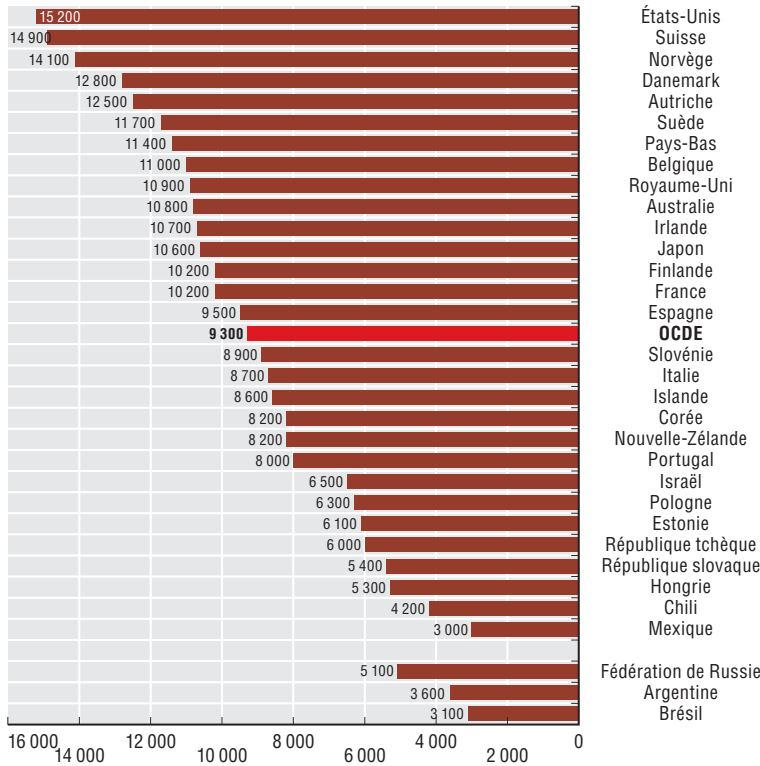
Graphique 4.13 : L'évolution 2009-10 n'est pas disponible pour l'Allemagne, le Canada, la Grèce, la Turquie, l'Argentine et le Brésil.

Graphique 4.14 : Les données sur le pré-primaire ne sont pas disponibles pour 2010.

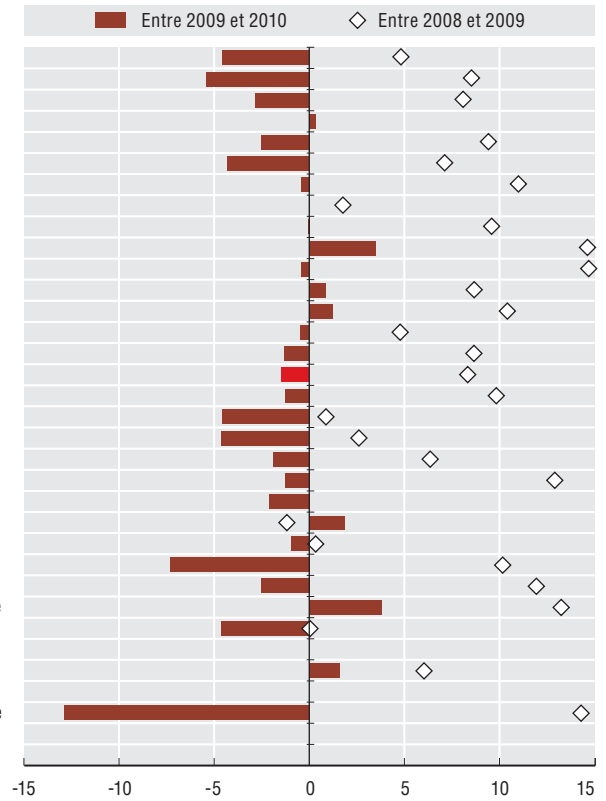
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

4.12. Variation des dépenses d'éducation par élève/étudiant et baisse des dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB entre 2009 et 2010

Partie A. Dépenses annuelles par élève/étudiant du primaire au supérieur, en USD courants convertis à l'aide des PPA, en 2010 (arrondi à la centaine la plus proche)

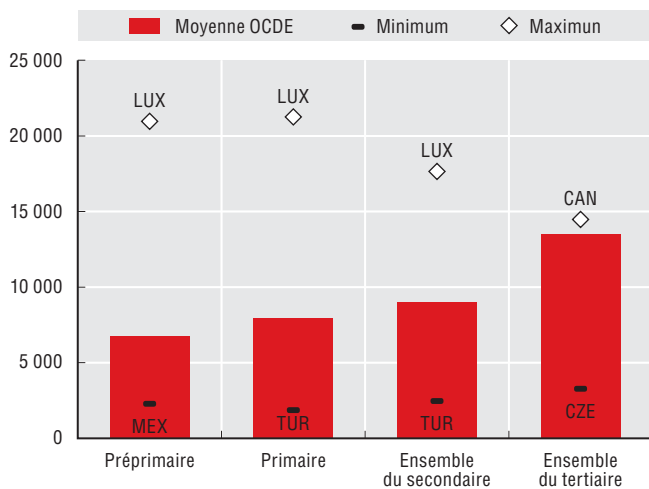


Partie B. Variation des dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, tous niveaux d'enseignement confondus



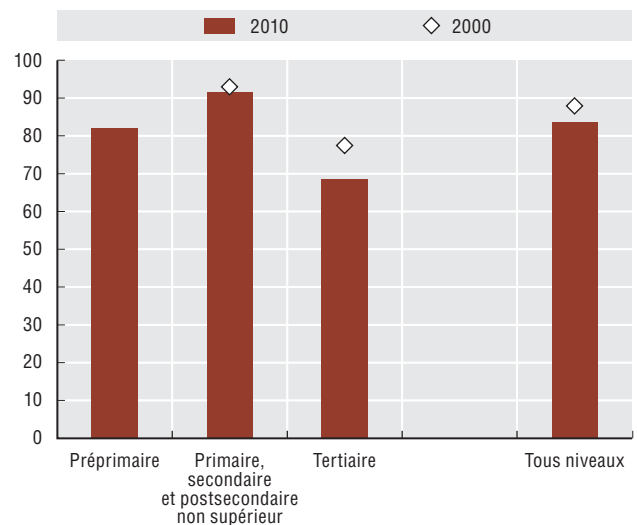
4.13. Les dépenses par élève/étudiant augmentent avec le niveau d'éducation

Dépenses annuelles par élève/étudiant, tous services confondus, par niveau d'enseignement, en dollars USD courants convertis à l'aide des PPA, en 2010



4.14. La part du financement public de l'éducation a baissé, notamment dans l'enseignement supérieur

Pourcentage de financement public des établissements, par niveau d'enseignement, moyenne OCDE, 2010 et 2000



Source : OCDE (2013), Regards sur l'éducation 2013 (www.oecd.org/fr/edu/rse.htm).



Extrait de :
Society at a Glance 2014
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Dépenses d'éducation », dans *Society at a Glance 2014 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2014-16-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.